

# LE PROJET DE LOI SUR L'INFORMATION EN DÉBAT À L'APN

## Critique des parlementaires et assurances de Nacer Mehal

**De vives critiques ont été exprimées hier par des députés au premier jour du débat sur le projet de loi relatif à l'information. Ainsi, une grande partie des intervenants a qualifié le projet de net «recul», alors que le premier responsable du secteur a réaffirmé «l'engagement du gouvernement à respecter les libertés, à leur tête la liberté d'expression».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les parlementaires du MSP se sont distingués en affichant une nette opposition à ce projet de loi, en considérant qu'il «s'agit d'un net recul» et en «contradiction avec les standards internationaux».

En effet, les parlementaires de ce parti, à l'image de Mohamed Mahmoudi ou de Kamel Karkouri

ont considéré que ce projet de loi est «flou», tout en plaçant «pour la levée du monopole de la gestion de la publicité». Pour sa part, un député du parti majoritaire a axé son intervention en exprimant ses craintes sur l'audiovisuel, considérant qu'il «faut rester vigilant quant à une ouverture du champ audiovisuel qui ne soit pas étudiée», et qu'il «faut tracer une

ligne rouge qu'il ne faut pas dépasser». D'autres députés à l'instar de Dalila Saoudi ou Athmani du FLN ont plaidé pour «plus de liberté pour la presse», tout en rappelant les sacrifices consentis par cette corporation durant la décennie noire».

Pour sa part, le ministre de la Communication, Nacer Mehal, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à respecter toutes les libertés, en premier lieu la liberté d'expression, soulignant que le projet de loi sur l'information assurerait une meilleure protection du journaliste sur le plan socioprofessionnel. «Je saisis cette importante occasion devant votre honorable Assemblée pour préciser à certains éternels professionnels du doute que la défense de toutes les libertés et en particulier la liberté de la presse n'est pas le monopole de certains et interdit aux autres», a-t-il déclaré.

Tout en rappelant les critiques formulées sur la loi de 1990 qui a été qualifiée de «code pénal bis», M. Mehal a indiqué, à ce sujet, qu'«en application de la décision du président de la République, toutes les peines privatives de liberté prévues par les articles 77 à 99 de la loi 90-07 ont été supprimées». «Seules les peines

d'amendes ont été retenues avec la réduction du nombre de dispositions pénales ramené de 24 à 11», a-t-il dit à ce propos.

En matière d'éthique et de déontologie, le ministre de tutelle a ajouté que «le journaliste est tenu de respecter les 13 principes généraux énoncés à l'article 89 de la même loi». Le présent texte de loi, a-t-il précisé, définit «clairement» les règles d'éthique et de déontologie et consacre la création d'un conseil supérieur.

Par ailleurs, le ministre a, en outre, expliqué que la démarche adoptée pour l'élaboration de ce texte, «a été guidée par le souci de présenter une loi moderne», tenant compte des «diverses mutations qui ont eu lieu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays».

C'est ainsi qu'il a noté que de «graves dérives» ont été constatées, dont la délivrance de récépissé de déclaration de création de titres à des tiers qui ne répondent pas aux critères professionnels, l'absence d'autorité de régulation aussi bien pour la presse écrite que pour la presse audiovisuelle, le vide juridique concernant les médias électroniques et la désorganisation de l'activité de presse écrite. M. Mehal a indiqué,

dans ce cadre, que le texte de loi renferme des dispositions, à même d'y remédier à cette situation, citant, à ce titre, les conditions d'accès à l'agrément qui est du ressort de l'autorité de régulation.

Cela dit, le débat sur le projet de loi sur l'information intervient alors que le Syndicat national des journalistes (SNJ) a émis des suggestions et réserves sur ledit projet.

Ainsi, le SNJ propose, dans une «lettre aux parlementaires», notamment, la «reformulation» de l'article deux (2) du projet de loi qui impose, à ses yeux, «énormément de contraintes» dans l'exercice de la profession. Il évoque, à cet égard, une série d'interdictions qui constituent «réellement» des «handicaps» pour les journalistes et «limitent leur liberté d'action et d'initiative».

Concernant le droit syndical, il a indiqué qu'il est «honteusement bafoué» dans l'écrasante majorité des entreprises de la presse algérienne et propose pour mettre fin à cette situation de stipuler de manière «explicite» que ce droit est «irréversible» tout en prévoyant des sanctions à l'encontre de l'employeur.

A. B.

### ACCUSATIONS DU COLONEL BENCHERIF

#### CONTRE LE WALI DE BÉJAÏA

**«C'est une affaire qui est suivie», déclare Ould Kablia**

Interrogé en marge de son passage à l'Assemblée nationale sur l'affaire opposant l'ex-wali de Djelfa et actuel wali de Béjaïa à l'ex-colonel de la Gendarmerie nationale, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a indiqué que «le wali de Béjaïa a répondu en disant qu'il va apporter ses preuves. Nous attendons ces preuves pour trancher. C'est une affaire qui est suivie et ce n'est pas encore réglé».

A. B.

### PROJET DE LOI SUR LES ASSOCIATIONS

## Le «J'accuse...» des défenseurs des droits de l'homme

**Une aberration. Une limitation aux droits démocratiques. Une régression. Les défenseurs des droits de l'homme ne manquent pas d'arguments pour dénoncer le projet de loi organique sur les associations, en cours d'examen à l'Assemblée populaire nationale.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Réunis hier, à l'initiative de la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) et en présence de représentants du corps diplomatique européen, le président de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), M° Boudjemaâ Ghechir, et l'ancien président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), M° Zehouane Hocine, ont estimé que ce texte démontre l'«irresponsabilité» de ses promoteurs.

En ce qu'il est, selon le président de la LADH, si «mal rédigé» et comporte des contradictions en la forme ainsi «qu'une régression par rapport à la loi de 1990» concernant les modalités d'agrément et de fonctionnement des associations.

Et cela même si les dispositions régissant le statut d'utilité publique sont voulues plus claires.

Selon M° Ghechir, ce projet de loi «vise» en fait les ligues des droits de l'homme qui sont tenues d'être autorisées par le ministère de l'Intérieur pour adhérer à des organisations internationales. Acerbe également, comme dans un... J'accuse..., l'avocat M° Zehouane estime que ce texte doit être retiré impérativement, au-delà des motivations «lénifiantes» de son exposé. Et d'autant, argue

cet ancien président de la LADDH, «étonnamment surpris», qu'il véhicule une «culture d'irresponsabilité» et va dans le sens contraire à l'avancée de l'Histoire.

Comme M° Zehouane constate aussi «une aberration au niveau logique», voire «des situations ubuesques», dans la mesure où si le texte était adopté, les décisions de justice risquent de ne pas

être respectées par l'administration, en cas de non-respect des dispositions régissant le dépôt et l'enregistrement des dossiers de création d'associations. Estimant que ce texte méconnaît la dynamique de la société civile, perplexes quant à des «mises en scènes» qui disqualifient le politique et suscitent le désintérêt des citoyens, et renvoient ces derniers «vers

d'autres pôles d'intérêt, voire la violence et l'émeute», et ces défenseurs des droits de l'homme d'en appeler à davantage de mobilisation de tout le mouvement associatif.

Voire, à en aviser le président de la République, comme le laisse entendre M° Boudjemaâ Ghechir.

C. B.

### PEINE DE MORT

## Comment faire évoluer le moratoire en abolition ?

**L'abolition de la peine de mort n'étant pas encore à l'ordre du jour en Algérie, juristes et défenseurs des droits de l'homme plaident pour sa circonscription à certains cas édictés par la loi coranique. Objectif : ne pas se heurter aux plus extrémistes. L'organisation de Farouk Ksentini table sur cette démarche pour faire évoluer le moratoire vers une abolition, même conditionnée.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - La Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CNCPPDH) compte sur l'appui de l'Organisation internationale pour la réforme pénale pour l'élaboration d'un plan national pouvant faire évoluer la réflexion pour le passage du gel de l'application de la peine de mort vers une abolition pure et simple.

L'idée serait d'essayer de convaincre même les plus réfractaires en proposant non pas une abolition mais une application

plus restreinte de la peine de mort. En procédant de la sorte, Mohamed Bendjedidi, membre de la CNCPPDH, pense que les cas sur lesquels s'appliquerait la Charia seraient très réduits, à l'exemple de l'adultère pour lequel il faut pas moins de quatre témoins et un flagrant délit. Une évolution qui permettrait d'apporter des réponses concrètes aux quelque 400 détenus condamnés à mort qui croupissent toujours dans les prisons.

Un avenir qui ne sera déterminé, affirme Mohamed Bendjedidi, que lorsque les textes de lois changeront. Pour y arriver, une réflexion est entamée en collaboration avec l'Organisation internationale pour la réforme pénale.

Son représentant, Taleb El Sekkaf, plaide pour une action concertée au niveau de la Ligue arabe et considère que des pays comme l'Algérie pourraient envoyer un signal fort. S'adressant aux participants de la session de formation organisée par la CNCPPDH, Taleb El Sekkaf plaide pour l'élaboration d'un programme national qui ne soit pas un prétexte pour entrer en conflit

avec les personnes qui défendent le maintien de la peine de mort. Un «brouillon» de ce programme sera élaboré à l'issue de cette session. Plusieurs pistes de réflexion sont à explorer. Le représentant de l'Organisation internationale pour la réforme pénale n'exclut pas le recours à un référendum pour, dit-il, sonder la société et connaître les grandes tendances d'opinion au sujet de la peine de mort.

Il préconise également des mesures transitoires comme la qualification des délits par les juges de manière à ne pas tomber sous le coup des articles qui prévoient la peine de mort, et plaide pour que les nouveaux textes ne contiennent plus d'articles prévoyant la peine de mort. Taleb El Sekkaf estime qu'il ne s'agit pas seulement de proposer aux Etats d'abolir la peine de mort mais de proposer des alternatives qui, dit-il, ne peuvent se limiter à un emprisonnement à perpétuité, au risque de causer, en plus des coûts induits par cet internement, une souffrance morale aussi bien pour le détenu que pour sa famille.

N. I.